

La reconstitution de l'Etat polonais en 1918

lundi 3 novembre 2008, par [Alexandra VIATTEAU](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Alexandra VIATTEAU](#), **La reconstitution de l'Etat polonais en 1918**, *Diploweb.com* : la revue géopolitique, 3 novembre 2008.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique et histoire de la Pologne. Le 90e anniversaire de la renaissance de la Pologne, le 11 novembre 2008, invite à revenir sur le contexte de cet évènement majeur pour la géopolitique de l'Europe, le 11 novembre 1918. Ce jour est, en effet, à la fois la date de l'armistice de la Première Guerre mondiale et celle de la reconstitution de l'Etat polonais, après 123 ans de disparition, suite aux partages entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.

AU MOMENT où la Première Guerre mondiale éclate, l'Europe est scindée en deux groupes principaux de puissances : la Triple Entente, comprenant la France, la Russie et l'Angleterre - c'est l'alliance franco-russe de 1893 renforcée en 1904 par l'Entente cordiale franco-britannique - et la Triple Alliance, ou Triplice, de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie (qui se proclamera neutre).

Aussitôt, dans cette guerre, une question se pose à Paris : dans quel camp vont se ranger les Polonais avec leur remarquable capacité militaire. Où en est la traditionnelle amitié franco-polonaise, alors que la France est à présent l'alliée de la Russie ? On rappelle alors aux Polonais les grands moments de lutte commune sous les bannières de Napoléon. Des Polonais remettent aussi au goût du jour l'adresse de Napoléon aux officiers et soldats polonais de la Grande Armée : « Le partage de la Pologne est une chose indigne, qui ne saurait durer (...) Mais les Polonais ne doivent espérer d'aide étrangère. Toutes les belles phrases qu'on leur adresse ne serviront à rien. Je connais le langage diplomatique. Un peuple asservi par ses voisins ne peut se relever que les armes à la main. » En effet, c'est la stratégie que choisit, pour la renaissance de l'Etat polonais, Joseph Pilsudski, qui commence à former, sous le nom de Légions, le noyau de l'Armée polonaise de l'Etat futur. Pilsudski sera un vainqueur, il recevra le bâton de maréchal et dirigera la Pologne à partir de 1918 jusqu'en 1935, avec une seule interruption. En ces heures graves de 1914 où la guerre se déclare, Paris recherche l'appui traditionnel des Polonais. Clemenceau écrit dans L'Homme Libre, le 16 août 1914 : « La Pologne revivra (...) L'un des plus grands crimes de l'Histoire va prendre fin (...) Et puisque la guerre où notre vie même se trouve engagée est pour l'Europe une guerre de libération, plus elle accroîtra le nombre de libérés, plus notre victoire sera française par une nouvelle extension du droit entre les peuples, par un nouvel apport de liberté. » Paris se soucie déjà, à juste titre, d'agrandir ses zones d'influence pour l'après-guerre.

. Pierre Verluise, *Geopolityka granic Wspólnoty Europejskiej*, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2014, ISBN : 978-83-8019-016-0



Unia Europejska, światowa potęga gospodarcza, przechodzi kryzys. Obecny brak wewnętrznej jedności i koordynacji jest słabością, zagraża zdolności działania i wpływom UE w coraz bardziej konkurencyjnym świecie. Europa waha się : Partnerstwo ? Z kim ? Czy nadal rozszerzać Unię Europejską ? Czy te rozszerzenia, których już dokonano, były korzystne ? Czy przyjąć Turcję do Wspólnoty ? Co z Rosją ? Jakie zobowiązania mogą wyniknąć z dalszych rozszerzeń ? Badając kwestię granic geopolitycznych Europy, Pierre Verluise przedstawia aktualne rozważania - swoje i nie tylko. Jego nastawienie do badania konkretnych przypadków - Maroka, Turcji, Rosji itd. - sprawia, że lektura tej książki jest zarówno przyjemna, jak i konkretna.

[Sur le site de l'éditeur](#)

Vers un axe Berlin-Moscou au détriment de Varsovie ?

Tout comme Paris, Berlin aussi envisage l'avenir. Le chancelier allemand Bethmann-Hollweg ne se cache pas qu' « en un siècle et demi, aucun des trois copartageants n'était parvenu à régler chez soi la question polonaise », et que « la résurrection de la Pologne » était inévitable. « A chaque pas, nous ne rencontrâmes dans ce pays qu'une seule pensée : celle de restaurer la Pologne indépendante. » (cf. Bethmann-Hollweg, « Observations sur la Guerre mondiale »). C'est dans ce contexte qu'en septembre 1916, le chancelier recevra des industriels allemands un mémoire secret (qui reste méconnu), où l'on envisage bien la perte de la Pologne, mais où l'on cherche à préserver au maximum, non seulement les intérêts allemands, mais aussi l'axe germano-russe, bien que les deux Empires soient à l'époque en guerre. Avant même d'avoir perdu la guerre, les Allemands se préoccupent de conserver à tout prix les richesses silésiennes pour se réarmer en vue de « l'avenir » : « Le dénouement de la question polonaise

approche (...) L'importance de l'industrie de Haute Silésie dans l'économie en temps de paix, mais plus encore dans l'économie de guerre, qu'elle aura sans doute dans l'avenir dans des proportions encore plus grandes, ne fait aucun doute après trois ans de conflit armé. (...) Si le pays polonais ne devait plus être utilisé par la Haute Silésie, l'industrie silésienne serait bloquée (stocken) et son importance pour la reconstruction et le développement de l'Etat allemand irait en s'amointrissant. (...) Le rattachement économique à l'Allemagne, sous n'importe quelle forme légale ou politique, d'une Pologne intérieurement indépendante, et surtout de ses confins du Sud-Ouest, est en principe la solution la plus profitable du point de vue allemand, car nous sommes persuadés de profiter le plus pleinement et le plus rapidement des richesses économiques et nationales de la Pologne, si nous respectons les perspectives d'indépendance de la nation polonaise. Il n'y a pas d'autre voie pour garantir l'influence de l'industrie et du commerce de Haute Silésie, ainsi que leur expansion en Pologne, nécessaires pour accompagner leur puissant développement dans l'avenir. Cela est nécessaire aussi pour conserver nos relations commerciales avec la Russie auxquelles la solution de la question polonaise ne doit en aucun cas porter préjudice. (...) La concentration de charbon, de plomb, de fer et d'étain sur ces terrains a une telle importance pour nous que nous devons toujours placer cette revendication au premier plan. (...) Ces matières ont évidemment de l'importance aussi pour la Pologne, mais elles sont infiniment plus utiles à l'Allemagne et entre nos mains. De plus, étant donné (si la Haute Silésie était allemande - AV) que la Pologne continuerait d'être la principale destinataire de l'écoulement de ce charbon et de ce fer, nous aurions de surcroît contre elle un moyen brutal de pression économique, qu'elle soit indépendante ou qu'elle soit sous domination de l'Etat russe (autrement dit, si l'Allemagne perdait sa part de Pologne, ses intérêts seraient quand même sauvegardés si la Russie la récupérait et gardait la sienne - AV). Nous attachons aussi une importance particulière au règlement de l'approvisionnement alimentaire en provenance de la Pologne russe (l'Ukraine, dont les Allemands reconnaissent alors l'appartenance à la Pologne au moment d'une inévitable reconstitution de l'Etat - AV). Nous projetons d'y acheter de nouveaux terrains agricoles. C'est un point essentiel, qui exige le rattachement économique de la Pologne russe à l'Allemagne, afin de ne pas faire dépendre de l'étranger l'alimentation de notre peuple. La Pologne russe, avec sa précieuse glèbe, qui serait rentabilisée par une application rationnelle des nouvelles techniques agricoles, aurait l'avantage d'être une colonie qui nous conviendrait parfaitement. La Haute Silésie, qui est une région importatrice, est particulièrement intéressée par l'intégration de régions frontalières, car pour elle, qui manque de terrain pouvant nourrir sa population très dense, la Pologne russe joue le rôle de « Hinterland » naturel. » (cf. Jerzy Juroff, éditeur du mémoire secret « Slask Gorny, a Polska » (La Haute Silésie et la Pologne), éd. Gebethner et Wolff, Varsovie, Lublin, Lodz, Poznan, Cracovie, 1919).

On est frappé par la modernité de la stratégie et des procédés économiques comme moyens d'expansion et de pression, toujours utilisés aujourd'hui, notamment par Moscou, mais avec l'aide de l'axe privilégié Moscou-Berlin (ex. gazoduc sous la Baltique etc.). C'était une analyse géopolitique, stratégique et économique germano-russe, alors même que les deux puissances étaient encore en guerre, qui établissait *ante factum* un **axe Berlin-Moscou** au détriment de Varsovie, et où l'on entrevoyait déjà la revanche contre les Vainqueurs, ainsi que les collusions, ou les conflits, germano-russes futurs.

Vues polonaises

Les Polonais, pour leur part, avaient une vision confiante de ce que pourrait redevenir en Europe leur pays reconstitué : « Par sa superficie et par sa population, la Pologne se classerait parmi les plus grands Etats du continent européen. Un tel Etat établi sur la frontière orientale de l'Allemagne et allié aux puissances occidentales serait un facteur important de l'équilibre européen et une barrière contre les progrès d'une conquête allemande dans l'Est européen », écrivait de Suisse un autre grand homme politique polonais, Roman Dmowski, partisan avec l'Entente d'un jeu d'alliances imposant la Russie. (cf. Roman Dmowski, « Problems of Central and Eastern Europe », Londres, juillet 1917). En cela Dmowski différait de Pilsudski, qui voyait dans la Russie un plus grand danger pour la Pologne que l'Allemagne même. Cependant, contrairement à l'idée qu'a longtemps répandue la désinformation de l'URSS (pour qui Pilsudski, vainqueur de Lénine en 1920, et inspirateur de toute une génération nationale combattante et résistante à l'occupation tant allemande que soviétique, est toujours resté l'ennemi n°1), Pilsudski n'était pas « pro-allemand ». Il avait été incarcéré par les Allemands en juillet 1917 à la forteresse de Magdebourg pour indépendantisme, refus de tout appui réel de ses Légions polonaises au sein des armées des Empires centraux et refus de prestation de serment de ses troupes aux autorités allemandes. Le Général Gouverneur prussien von Beseler avait refusé aux plus hauts représentants polonais d'un Conseil de Régence nommé par Berlin la libération de ce très populaire Commandant. Pilsudski avait été emprisonné malgré sa fonction de chef du département militaire du Conseil d'Etat Provisoire Polonais, puis de ministre de la Guerre, dont la fonction lui avait été attribuée par le Conseil de Régence, alors même qu'il était détenu à Magdebourg. Le chef de la police allemande et du service de contre-espionnage à Varsovie, le Dr. Schultze, avait alors répondu au Conseil de Régence polonais : « La demande de libération de Pilsudski est aussi utopique que la demande par la France de restitution de l'Alsace-Lorraine. » Et il avait ajouté : « Pilsudski est le symbole de tout ce qui constitue le plus grand danger pour l'Allemagne en Pologne. » De fait, Pilsudski recevra la capitulation des troupes allemandes à Varsovie et sera l'artisan de l'indépendance de son pays, avant de combattre et de vaincre la Russie bolchevique deux ans après la défaite de l'Allemagne et de l'Autriche.

Mais, n'anticipons pas. Avant de rendre à la Pologne son Etat et ses territoires, toutes les puissances engagées dans la guerre voulaient tirer profit du *Menschenmaterial* polonais (ressources humaines pour la guerre), ainsi que des ressources de son sol et sous-sol. L'Europe voulait aussi garantir d'avance ses influences et ses intérêts en Pologne, au cas où ce pays recouvrerait son indépendance. En attendant, il y avait 800 000 Polonais dans l'armée russe, 300 000 dans l'armée autrichienne, 300 000 dans l'armée allemande. Il y avait aussi des Polonais qui combattaient dans l'armée française, puis dans les forces américaines à l'entrée en guerre des Etats Unis, le 6 avril 1917. Le 4 juin 1917, le président Raymond Poincaré a promulgué un décret ordonnant la formation d'une « armée autonome, sous le drapeau polonais et sous le haut commandement français ». Il y avait déjà un « Comité de Volontaires Polonais » en 1914, avec quelques centaines de braves, auxquels un monument de La Targette rend hommage : « En souvenir des volontaires polonais qui le 9 mai firent l'assaut de la colline 140 et tombèrent pour la restauration de la Pologne et pour la victoire de la France ». Lorsque, en août 1917, la Russie révolutionnaire a fait défection et a conclu une paix séparée avec l'Allemagne, la France s'est trouvée plus à l'aise pour accueillir le Comité National Polonais de Genève et lui laisser les coudées franches pour préparer la défense des intérêts polonais

auprès des Alliés, la direction de l'armée polonaise en France et la protection consulaire des citoyens polonais dans les pays alliés. Très vite il y a eu 2 000 Polonais sous les armes en France, puis 10 638 soldats encadrés par 204 officiers polonais, et enfin quelque trois divisions d'infanterie, 50 000 hommes, 10 000 chevaux, quelques chars, une force aérienne de 7 escadres de reconnaissance, d'observation et de chasse. C'était l'armée polonaise du général Joseph Haller, qui l'avait amenée en France du front russe, après la paix séparée germano-soviétique (entre puissances germaniques et soviets de Russie), et qui la ramènera en Pologne en 1919. (cf. Marian Zgorniak, « L'armée polonaise en France, 1917-1919 », in *Studia Gallo Polonica*, t.1, éd. Université des Jagellons et PWN, Cracovie, 1988 ; cf. aussi Edmond Marek, « La Pologne pendant la Première Guerre mondiale », éd. Université de Lille, *Le Rayonnement culturel polonais*, n° 36, 1999).

Hypocrisie (s)

Dès août 1914, les occupants de la Pologne avaient fait assaut de flatteries et de promesses pour se concilier les Polonais et disposer d'eux. Le 9 août 1914, c'est l'état-major autrichien qui promettait « la libération du joug moscovite et justice ». Le même jour, l'état-major allemand proclamait : « (...) par des efforts réunis, nous chasserons des frontières de la Pologne les hordes asiatiques ; nous vous apporterons la liberté et l'indépendance, le respect de la religion si affreusement opprimée par la Russie. » Une semaine plus tard, le 15 août (fête catholique de l'Assomption !), le grand-duc Nicolas adressait aux Polonais une proclamation écrite étonnante, que les historiens ont perdue de vue, mais qui, à l'époque, avait rempli le Quai d'Orsay, la presse et l'opinion publique en France d'un grand enthousiasme : « L'heure a sonné où le rêve sacré de vos pères et de vos aïeux peut être réalisé. Il y a un siècle et demi que le corps vivant de la Pologne fut déchiré en morceaux, mais son âme ne mourut pas ! Elle vivait de l'espérance que pour le peuple polonais viendra l'heure de la résurrection et sa réconciliation fraternelle avec la Grande Russie. Les troupes russes vous portent la nouvelle solennelle de cette réconciliation. Que le peuple polonais s'unifie sous le sceptre du tsar russe. Sous ce sceptre renaîtra la Pologne libre dans sa religion, sa langue et dans son autonomie. La Russie n'attend de vous que le respect des droits de ces nationalités auxquelles l'Histoire vous a liés. Le cœur ouvert, la main fraternellement tendue, la Grande Russie vient à votre rencontre. Votre glaive qui frappa les ennemis à Grunwald (défaite des Teutoniques en 1410 - AV) n'est pas encore rouillé. Des rivages de l'océan Pacifique jusqu'aux mers septentrionales marchent les armées russes. L'aube d'une vie nouvelle recommence pour vous. Que dans cette aube resplendisse le signe de la Croix, le symbole de la souffrance et de la résurrection des peuples ! » (cf. in Henry Jam, « France et Pologne », Orléans, 1915, cité par Edmond Marek, *op. cit.*).

Cependant, les événements ont démontré rapidement l'hypocrisie de cet appel. Dès l'avance de l'armée russe, l'occupation de la Galicie orientale et la prise de Lwow (alors Léopol dévolu à l'Autriche lors des partages de la Pologne), l'administration russe s'est livrée à la russification à outrance avec la déportation en Sibérie de nombreux intellectuels et des prêtres catholiques et uniates, remplacés par des papes orthodoxes. L'ambassadeur français Paléologue, a noté dans son « Journal » : « Le nationalisme russe sévit à outrance dans toute la Galicie. Je parle officieusement à M. Sazanov de cette situation. » En 1916, Sazanov, qui représente la Russie, tente d'intimider Paléologue, qui représente la France : « Prenez garde, la Pologne est un terrain dangereux pour un ambassadeur de France ! » (cf. A. Mulhstein, *op. cit.*). Le coup de

bluff tenté par la Russie pour reprendre à l'Allemagne et à l'Autriche leur part de Pologne et réunir celle-ci pour la fondre définitivement dans l'empire des tsars, en la russifiant sans éveiller de protestations à la faveur de la guerre et de la position favorable d'Allié qu'avait Saint-Pétersbourg, s'est soldé par un échec. Puis, au printemps et en été 1915, a eu lieu la grande offensive austro-allemande. Alors, ce fut au tour de Berlin et de Vienne de refaire une tentative envers les Polonais. Le 5 novembre 1916, parut le « Manifeste des deux empereurs » qui proposait à la Pologne de lui permettre de créer un Etat indépendant, mais seulement avec les territoires reconquis sur la Russie ! La solution parut tentante à une partie de la tendance austrophile polonaise, car on lui proposait une monarchie héréditaire constitutionnelle unie à Vienne et à Berlin par des liens qu'il restait à définir. Mais, d'une part, la fidélité historique à la France à laquelle les Polonais gardaient leur amitié et leur confiance, de l'autre, la puissante force de persuasion, d'organisation et d'action de Pilsudski dans les Légions, et enfin la volonté fervente de retrouver l'indépendance et la grandeur ancestrale, ont gardé les Polonais austrophiles de la tentation.

La Russie n'a pas eu les mêmes scrupules envers la France et les Alliés. Le nouveau gouvernement révolutionnaire de février 1917 a fait défection et a cherché à son tour à entraîner les Polonais par la promesse d'une « Pologne indépendante, composée de tous les territoires à majorité polonaise, et reliée à la Russie par une union militaire libre. » Mais, les Polonais, à quelques rares exceptions près, que l'on peut compter sur les doigts des deux mains, n'ont pas suivi cette Révolution avec ses crimes, qui ont commencé à ensanglanter leurs Confins orientaux. Les bolcheviques, qui ont pris le pouvoir en octobre 1917, ont demandé l'armistice aux Allemands, qui l'ont accepté le 27 novembre. A l'issue de pourparlers germano-soviétiques, la paix de Brest-Litovsk a été signée le 9 février 1918. Moscou a trahi la cause de Paris et des Alliés. De plus, les représentants bolcheviques et allemands ont alors décidé de régler son compte à la Pologne par l'article III de l'armistice qui attribuait à l'Ukraine (dont l'Etat était proclamé sous influence bolchevique) les territoires purement polonais de Chelmno, Lublin et Siedlce, provoquant l'indignation de tous : « on distribue aux autres ce qui ne vous appartient pas », a remarqué un diplomate allié. La cause de la fureur russe anti-polonaise et de l'inquiétude allemande était américaine. En effet, un mois plus tôt, le 8 janvier 1918, le président des Etats Unis avait adressé un message officiel en quatorze points au Sénat. Dans le point XIII, le président Wilson déclarait : « Un Etat polonais devra être établi. Il devra comprendre les territoires habités par des populations incontestablement polonaises, auxquelles on devra assurer un libre accès à la mer et dont l'indépendance économique et politique, ainsi que l'intégrité territoriale, devront être garanties par un accord international ».

[1]

La reconstitution de la Pologne

Après la déclaration américaine en faveur du retour de l'Etat polonais en Europe, avec la garantie internationale de son intégrité territoriale et de son indépendance politique et économique, il fallut attendre cinq mois, jusqu'au 3 juin 1918, pour que la France, l'Angleterre et l'Italie confirment le XIIIème point de Wilson par une déclaration commune : « La création d'un Etat polonais uni et indépendant, avec libre accès à la mer, constitue une des conditions d'une paix solide et juste et d'un régime de droit en Europe. »

Le président Poincaré célèbre ce retour de la Pologne parmi les puissances en rendant

hommage à l'héroïsme des combattants polonais en France et en leur remettant les drapeaux offerts par les municipalités de Paris, Nancy, Verdun et Belfort : « A la France vous rappelez par une image sensible l'indignation qu'ont, dès l'origine, soulevée chez elle, le supplice d'un peuple et le morcellement d'une patrie ; la longue amitié, trop souvent impuissante, que nous avons gardée à l'infortune ; l'accueil fraternel fait à tant d'exilés ; le continuel mélange du sang français et du sang polonais ; les combats livrés en commun dans les rangs de la Grande Armée ; plus près de nous, les mêmes épreuves supportées côte à côte dans l'hiver 1870, et plus près encore, pendant les rudes années de la guerre actuelle, tant d'actions d'éclat accomplies par des Polonais engagés volontaires... »

Quelques mois plus tard, l'Armistice est signé le 11 novembre sur la base des quatorze points de Wilson. La veille, Joseph Pilsudski a été libéré de la forteresse de Magdebourg. Ce qui semblait impensable aux Allemands - la libération de Pilsudski en Pologne et la restitution à la France de l'Alsace-Lorraine - s'accomplit. Le 11 novembre, Pilsudski est nommé Commandant en chef de l'Armée polonaise, et le Conseil de Régence de la Pologne indépendante lui remet le pouvoir le 14 novembre. En janvier 1919, arrive en Pologne Ignacy Paderewski, compositeur, pianiste et homme politique polonais éminent (le seul homme politique à avoir une plaque commémorative nominale à l'ancien siège de la Ligue des nations à Genève). Il avait usé de son influence personnelle sur le président Wilson pour le gagner à la cause de la Pologne. Pilsudski lui confie la mission de constituer un gouvernement de large coalition. Paderewski devient Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Une coopération s'établit entre le Gouvernement de Varsovie et le Comité National de Paris, dont Roman Dmowski est la personnalité marquante. Pilsudski délègue Paderewski et Dmowski à la Conférence de Versailles. C'est le traité de Versailles qui proclame officiellement, en juin 1919, la restauration de la Pologne avec restitution immédiate de la plupart des territoires annexés par la Prusse. Mais, il faudra des plébiscites locaux pour fixer le sort de certaines régions occidentales, et rien n'est décidé concernant les Marches orientales de la Pologne victimes d'un effroyable embrasement révolutionnaire, dans lequel se joue aussi une étrange partie germano-bolchevique, destinée à réduire à tout prix l'importance et l'influence de la Pologne en Europe.

Les armées des Empires centraux étaient donc défaites et elles rendaient enfin à la Pologne ses soldats et officiers, qui allaient se joindre au combat des Légions, devenues armée nationale, pour les frontières de l'Etat, que les vaincus ne voulaient pas toujours reconnaître. Les forces armées polonaises ont ainsi défendu la région de Poznan/Pozen contre les Allemands et Lwow/Lviv en Galicie contre les unités ukrainiennes de l'armée autrichienne, puis, en janvier 1919, la Silésie de Cieszyn/Teschen, attaquée par les Tchèques. Enfin, au fur et à mesure que s'était effondré à l'Est le front allemand, les armées bolcheviques avaient commencé à pénétrer en Pologne orientale. C'est là que Pilsudski voyait la première nécessité d'intervenir et de modeler sur le terrain la forme géopolitique de la Pologne, pendant qu'à Paris, la Conférence sur la Paix déterminait la posture occidentale du pays, et que les insurrections de la région de Grande Pologne et de Silésie s'efforçaient d'empêcher sur le terrain que des tergiversations politiques à Versailles, ne spolient la Pologne. Laissant Paderewski et Dmowski négocier à Paris, Pilsudski leur apportait son soutien en défendant la Pologne à l'Est contre l'avancée bolchevique, mais aussi contre la propagande allemande. Celle-ci cherchait, en effet, à convaincre les Alliés de la mauvaise volonté ou de l'incapacité des Polonais à arrêter le déferlement bolchevique contre l'Europe centrale, voire occidentale. La diplomatie allemande en 1918-1919 agissait fiévreusement pour persuader les milieux

politiques occidentaux que seule l'Allemagne saurait être gardienne de l'ordre européen contre la révolution marxiste-léniniste (dont elle était pourtant responsable pour avoir amené Lénine en Russie en avril 1917, et qu'elle soutenait à fond en organisant déjà une collaboration germano-bolchevique à l'Est). En conséquence, la diplomatie allemande prétendait que, dans la nouvelle formation de l'Europe, les Alliés devaient ménager l'Allemagne au détriment de la Pologne (suivant en cela les recommandations du rapport secret des industriels allemands de 1916, cité plus haut). En décembre 1918, Berlin avait donné un gage en écrasant en Allemagne la révolution « spartakiste ». Mais, en rentrant chez elles, les armées allemandes laissaient en Pologne orientale leurs armes aux bolcheviques russes, biélorusses et ukrainiens, avant d'entreprendre une lutte commune contre la Pologne en 1919-1920.

Copyright Viatteau 2008.

NDLR : Ce texte sera développé par Alexandra Viatteau dans « La Pologne dans l'axe Paris-Berlin-Moscou » (titre provisoire), aux éditions Hora Décima (Paris), 1er trimestre 2009.

P.-S.

Ecrivain.

Notes

[1] Cette déclaration portait en germe la renaissance de l'Etat polonais, mais elle a aussi inspiré à Moscou l'idée d'un véritable nettoyage ethnique par les révolutionnaires, la Tcheka, le GPU, le NKVD, avec plus tard un véritable génocide soviétique contre les Polonais, notamment à la faveur de la collusion de Staline et d'Hitler de 1939 à 1941. En effet, si la Pologne devait récupérer « les territoires habités par des populations incontestablement polonaises », on pourrait lui retirer ces territoires lorsqu'on en aurait exterminé et déporté les populations polonaises en question. L'extermination sur place et la mort en déportation au Goulag de Polonais ne posait pas de problèmes de conscience à Moscou et au régime totalitaire et criminel qui s'affirmerait dans le communisme soviétique. Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les Alliés craindront à nouveau une paix séparée germano-soviétique, et que les territoires polonais des Confins orientaux auront été vidés par Moscou de la majeure partie de leurs populations polonaises, le président Roosevelt et Churchill abandonneront à Staline ces prises de guerre soviétiques issues de l'agression germano-soviétique contre la Pologne en septembre 1939, et du pacte Ribbentrop-Molotov. On marchandera - sans la Pologne - entre les Alliés - dès 1943, à Téhéran, puis à Yalta, en 1945, les pertes et les acquis polonais. On se dédommagera mutuellement avec des prises territoriales des vaincus. On rendra à Varsovie ses terres ancestrales occidentales, prises lors des partages du XVIIIe siècle par Berlin, pour laisser à Moscou les terres ancestrales de la « puissante Pologne des Jagellons » que l'URSS avait vidées de ses habitants polonais. Pour ces déménagements, on aura sacrifié des populations, exterminées, « nettoyées », expulsées, remplacées, soviétisées. (cf. A. Viatteau, « Staline assassine la Pologne, 1939-1947 », éd. Seuil, 1999).